

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial : LA COULEUR DES GILETS

Le calendrier est parfois porteur de messages. Le 10 décembre au soir, Emmanuel Macron annonçait solennellement sa liste de mesures censées calmer la révolte des Gilets Jaunes. Le 11 au matin, il recevait à l'Élysée les patrons des banques françaises et l'après-midi du 12, les représentants du patronat. Visiblement il devait, sans tarder, rendre des comptes à ses mentors dans le but d'obtenir leur "imprimatur" à la reculade que, pris de panique, il était mettait en œuvre pour sauver leur programme. Pour que le tremblement de terre 'en marche' ne devienne pas tsunami.

Les réactions de ces visiteurs furent édiifiantes. Une dépêche de l'AFP du 12 décembre les résumait bien : « *Satisfait, le Medef (l'équivalent de la FEB chez nous-ndlr) a applaudi des mesures qui « répondent aux attentes sans pénaliser la compétitivité des entreprises* ». En effet, le capital

ne sera en rien affecté. L'ISF, l'impôt sur les grandes fortunes ne sera pas, surtout pas, touché. Les patrons ne verseront pas un centime pour financer les concessions faites par le gouvernement ; concessions qui constituent, sur certains points, une véritable reculade obtenue par un mouvement chargé de questions qui doivent nous interpellier. Le fait qu'il ait pris la forme d'un soulèvement violent a poussé le régime dans ses retranchements et l'a obligé à céder. Un million de manifestants, défilant sagement, n'auraient pas obtenu de si clairs et rapides résultats. Par ailleurs, ce mouvement interroge également une certaine gauche qui s'était retranchée dans les seules questions sociétales oubliant la vieille – mais si actuelle ! – notion de la lutte des classes.

Car il ne s'agit pas, ou plus, seulement du carburant. Ce sont aussi les retraites, les salaires, le coût de la vie, les médias

L'invité du DR :
Raoul HEDEBOUW,
« Renforcer les luttes avec les Gilets Jaunes »

Martin Willems
Réapprendre à gagner

Marie-France Deprez
Gilets jaunes :
Chronique d'une révolte

Martin Willems
Le choix des F-35: tribut du vassal belge au Pentagone

Marc Denonville & Georges Berghezan

1918-1919 : Il y a cent ans, la révolution allemande

Nouvel an
un poème militant du Juan Gonzalo Rose

Georges Berghezan
Manuel stratégique de l'Afrique de Saïd Bouamama

Marc Pierret
« Pas pleurer »

et la manipulation de l'information, les privilèges des classes possédantes, en gros un système économique qui crée de la richesse sans la distribuer et sans, surtout, construire du social. Avec en plus, un gros déficit démocratique où l'on décide au sommet sans consulter les gens. Pour l'élite, c'est un lourd réveil, un sombre cauchemar ; elle était convaincue que le peuple était aboli. Pour la gauche aussi, la leçon est sévère. Elle avait perdu de vue que la notion de proximité avec les gens, d'être à leur écoute, est un impératif pour bâtir des programmes et de la confiance. Pire encore, elle a voulu croire que la mondialisation, ses vices et ses dérives, étaient réformables et doit récolter une contestation qui lui reproche ses distances, ses égarements, ses illusions. Elle ne dispose plus aujourd'hui de beaucoup de temps pour donner une tonalité rouge aux gilets de la lutte. VC ■

Raoul HEDEBOUW : « Renforcer les luttes avec les Gilets Jaunes »

Il a fallu attendre une trentaine d'années pour que la chambre des représentants accueille à nouveau en son sein des parlementaires marxistes. En effet, c'était en 1985 que les 2 derniers députés du Parti communiste ont fini leur mandat. Depuis lors nos enceintes parlementaires ont été plutôt habituées, sauf rares et honorables exceptions, au discours dominant du conservatisme ou d'une social-démocratie qui avait du mal à se différencier. En 2014, Raoul Hedebouw et Marco Van Hees, députés du PTB, sont arrivés à la chambre et ont hérité de cette lourde et belle responsabilité. Et c'est Raoul vétérans des luttes sociales et politiques, malgré sa jeunesse, qui nous livre ses avis sur la situation politique courante.

Le Drapeau Rouge.- L'année qui vient de finir fut le scénario de la remarquable performance électorale de votre parti ; ces résultats se traduisent normalement par davantage de responsabilités politiques. Certains disent que votre parti avait des réticences à les assumer ; cela aurait été le cas à Molenbeek, notamment. Que répondez-vous et en tout cas, comment comptez-vous les assumer cette année 2019 ?

Raoul Hedebouw.- D'abord, pour nous en tant que Parti du Travail, assumer ses responsabilités c'est avant tout s'impliquer sur le terrain des luttes. C'est mobiliser les gens pour de nouvelles conquêtes sociales, environnementales, éthiques ou

démocratiques. Ensuite, le PTB l'a dit avant les élections, pendant et encore après, nous voulons participer à des majorités communales là où nous pèserons électoralement, là où nous saurons mener une politique de gauche authentique et là où il se trouvera des partenaires crédibles avec la volonté de mener avec nous une telle politique. Force est de constater que du côté francophone, le PS n'a jamais eu cette volonté. Comme il l'a annoncé le lendemain des élections, il voulait faire de ces négociations une séquence de « pédagogie » pour démontrer « à quel point le PTB est irréaliste ». Finalement, en s'alliant avec le MR là où il n'était pas déjà en majorité absolue, c'est-à-dire à Molenbeek et à Liège, il aura surtout démontré qu'il souhaite poursuivre avec ses politiques du passé et sa vision libérale et marchande de la ville : vendre la ville aux grands promoteurs immobiliers aux dépens d'une politique sociale, environnementale, éthique et démocratique réellement de gauche. Souvenez-vous de la campagne sur Facebook avec le ballon qui se dégonfle, une campagne qui était déjà prête dans la demi-heure qui a suivi la fin des négociations à Charleroi. C'est bien la preuve qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes. Enfin, je suis aussi très content et très fier que le PTB en Flandre ait su « prendre ses responsabilités » (*rires*) dans la commune ouvrière de Zelzate près de Gand avec deux échevins et un accord de majorité unique en Belgique.

Le DR.- Vous avez déclaré que la vie politique ne devait pas se réduire à celle qui a lieu au sein des institutions et qu'elle se mène aussi sur le terrain des luttes populaires. L'actualité semble donner vie à cette approche avec l'apparition des « Gilets Jaunes » ; que pensez-vous de ce mouvement qui se dit non seulement hors-parti mais, souvent, antipartis et anti-syndicats ?

R. H.- Face au racket fiscal des travailleurs au nom de l'écologie, face à la protection dont bénéficient les multinationales, les banquiers et les actionnaires au sein du gouvernement, face au maintien des privilèges et des salaires exorbitants de ce petit monde politique, face à l'arrogance du gouvernement Michel, ce mouvement a eu raison de se poursuivre et d'accen-



tuer sa mobilisation. Ce mouvement citoyen a donc raison de se lever contre cet « establishment » déconnecté de nos réalités de travailleurs. Qu'il ne se reconnaisse dans aucun des partis traditionnels est donc naturel. Par contre, j'ai entendu beaucoup de soutien au PTB et à ses revendications lors de ma visite des lieux de blocage à Liège. Le PTB mène campagne tambour battant pour l'augmentation du pouvoir d'achat et pour la baisse de la TVA sur les énergies depuis un moment. Quant au caractère antisindical, je serais très nuancé sur le sujet. Il y a certainement des déçus du syndicat au sein du mouvement des « Gilets Jaunes ». Mais je pense qu'il y a surtout une couche de salariés et de petits indépendants que les syndicats n'arrivent pas à organiser du fait de la multiplication des PME et TPE où aucune représentation syndicale n'existe. Il y a aussi les travailleurs sans emploi qui restent difficiles à organiser vu l'absence d'un lieu qui les rassemble. Et il y a enfin les femmes qui triment dans des mini-jobs partiels et qui sont contraintes de changer régulièrement de boulot. Ce

mouvement est donc positif pour renforcer la lutte et j'étais content de voir le 14 décembre dernier des images de fraternisation entre « Gilets Jaunes » et chasubles vertes et rouges.

Le DR.- Le gouvernement Michel a aggravé les attaques contre les droits de travailleurs déjà fort touchés sous la gestion du PS. Quels sont à votre avis les moyens pour le faire reculer sur des décisions telles que l'âge de la pension, la réduction des allocations de chômage et pour inverser l'entreprise de démolition des droits sociaux dans ce pays ?

R. H.- Justement, le pays a besoin d'un large mouvement populaire qui unit le Nord et le Sud, les rouges, les verts et aujourd'hui les Gilets Jaunes, un mouvement qui rassemble tous les secteurs publics et privés, tous les travailleurs avec ou sans emploi. C'est cette unité que l'on doit reconstruire pour aller au combat et pour gagner le combat. Bien sûr il faut des relais politiques, mais la priorité est celle-là : renforcer l'unité nécessaire à une lutte victorieuse.

Le DR.- Le problème des migrations est devenu un des sujets majeurs du débat politique, notamment électoral. On a l'impression que la pensée dominante évite la discussion sur les causes à l'origine de ces migrations (et leurs responsabilités) tout en réprimant ceux qui déploient leur générosité envers ces migrants. Les guerres néocoloniales (Libye, Syrie, Yémen...; les politiques génocidaires d'Israël contre la population palestinienne) sont quasiment absentes dans ce débat. Quelle est votre analyse à ce propos ?

R. H.- Oui pour le PTB, ce sont avant tout les causes de ces crises que nous devons résoudre : arrêter les guerres et laisser les pays du Sud se développer. Les guerres menées par la Belgique et d'autres pays de l'OTAN en Irak, en Afghanistan, en Libye et en Syrie sont les premières causes actuellement de la crise des réfugiés. Les bombardements en Libye en 2011 ont également déstabilisé l'ensemble de la région : c'est suite à ce conflit par exemple que des groupes terroristes comme Boko Haram se sont retrouvés en possession d'armes de guerres en grande quantité au Nigéria, un des pays d'où proviennent aujourd'hui un certain nombre de réfugiés. Les mêmes partis en Belgique et en Europe qui s'en prennent aux réfugiés

ont voté et continuent à soutenir toutes ces guerres. La Belgique doit s'engager dans une diplomatie active et indépendante au service de la paix au lieu de vouloir acheter de nouveaux avions de chasse qui coûtent plusieurs milliards d'euros pour continuer cette politique de guerre. Un commerce mondial non équitable et des dettes illégitimes emprisonnent également les pays du Sud dans un carcan économique. Au Nigeria, pour reprendre cet exemple, le pétrole est exploité par des multinationales

européennes et américaines comme Shell, Total, Exxon. L'Europe doit laisser les pays du sud se développer, mettre fin à tous les accords commerciaux et de libre-échange inégaux et injustes, arrêter d'encourager la fuite des cerveaux, annuler les dettes illégitimes et investir dans la coopération au développement. Dire cela n'est pas fuir le débat sur les migrations. Au contraire, c'est vouloir s'attaquer aux racines du problème et dénoncer l'hypocrisie des « va-t-en-guerre » qui regrettent ensuite l'arrivée des réfugiés.

Le DR.- Le récent succès d'Écolo semble prouver l'éveil des consciences des électeurs sur les questions écologiques. La large mobilisation de 75000 personnes dans les rues de Bruxelles à la veille de la COP24 va également dans ce sens. Comment envisagez-vous la lutte pour limiter le réchauffement climatique ?

R. H.- Si l'éveil des consciences sur les questions écologiques et la large mobilisation pour le climat sont à saluer, les recettes d'Écolo le sont moins pour véritablement enrayer durablement le réchauffement de la planète. Contrairement aux fables du capitalisme vert, il faut remettre dans les mains de la collectivité les leviers pour opérer la transition durable. Les multinationales n'investissent que s'il y a du profit à faire, et dans une logique de concurrence et du chacun pour soi. Le PTB a développé tout un plan pour réduire les émissions de CO₂ de 60 % d'ici 2030 et garantir une Belgique neutre en carbone d'ici 2050. Un plan autrement plus ambitieux que ce qu'a pu défendre Jean-Marc Nollet au Parlement fédéral. Le plan du

PTB se résume en cinq points. Primo, opérer une grande révolution de l'hydrogène. Celui-ci constitue une alternative durable pour stocker l'énergie, comme carburant et même dans la pétrochimie. Secundo, le remplacement intégral des centrales nucléaires par des éoliennes et des panneaux solaires (combiné au stockage

"la guerre contre la Syrie est perçue comme une guerre « juste » contre l'État Islamique, même au sein d'une partie de la gauche.

Or, les intérêts géostratégiques de contrôle du Moyen-Orient et la volonté de stopper le projet de gazoduc Iran-Irak-Syrie sont une des raisons véritables de cette guerre meurtrière. "

grâce à l'hydrogène). Tertio, 10 milliards d'investissements par an dans la transition écologique (5 milliards d'euros d'investissements publics et 5 milliards à faire investir par les 300 grosses entreprises responsables de près de la moitié des émissions en Belgique). Quarto, instaurer la gratuité des transports en commun dans les grandes villes. Et enfin quinto, remplacer les droits d'émissions négociables, qui permettent de spéculer sur le dos de la planète, par des normes d'émission strictes, obligatoires pour les entreprises grosses émettrices de CO₂.

Le DR.- Vous mentionniez tout à l'heure le dossier de l'achat des avions de chasse et la préférence donnée à l'option américaine ainsi que la participation de la Belgique dans les guerres parrainées par l'OTAN et l'UE. N'avez-vous pas l'impression que l'opposition à ces comportements, y compris dans la gauche dite radicale, reste en dessous de son importance et de son urgence ?

R. H.- C'est vrai que le « Mouvement pour la Paix » n'a plus connu de fortes mobilisations depuis les mobilisations contre la guerre à Gaza et la seconde guerre d'Irak. Les guerres impérialistes se mènent aujourd'hui au nom de la soi-disant guerre contre le terrorisme. Si la guerre contre l'Irak a été vite perçue comme une guerre pour le pétrole, la guerre contre la Syrie est perçue comme une guerre « juste » contre l'État Islamique, même au sein d'une partie de la gauche. Or, les intérêts géostratégiques de contrôle du Moyen-Orient et la volonté de stopper le projet de gazoduc Iran-Irak-Syrie sont une

des raisons véritables de cette guerre meurtrière. L'OTAN et l'UE n'ont jamais eu comme projet de défendre un quelconque « projet démocratique ». Le nouveau Moyen-Orient dont ils parlent c'est un Moyen-Orient asservi, dépossédé de ses ressources énergétiques et avec Israël comme gendarme local au service de leurs intérêts impérialistes. Les messages guerriers et sans ambages de Trump ont cet avantage d'être explicites et limpides : l'OTAN doit être au service de la défense des intérêts des multinationales américaines. Comme lors de la dernière mobilisation contre sa venue à Bruxelles, le PTB restera actif dans le Mouvement pour la Paix pour défendre une autre politique internationale, orientée sur la négociation et la diplomatie, une politique qui remet en cause le partenariat de la Belgique avec l'Otan et toutes ses guerres.

Le DR.- La question de l'intégration européenne, et dans ce cadre, de l'appartenance à la monnaie unique, devient chaque jour un sujet d'une plus grande actualité, particulièrement à l'approche des élections européennes. L'émergence d'une droite dure radicalement eurosceptique est également très interpellante. Pourtant, il existe aussi et depuis un bon moment une approche de gauche favorable à la sortie de l'Union européenne et de l'euro. Quel est votre analyse à ce sujet ?

R. H.- Pour nous, le défi de la gauche européenne est d'oser formuler des critiques plus fortes à propos de l'Union européenne, son fétichisme du marché, ses traités où sont gravés la concurrence et la chasse au profit, son militarisme. Mais, parallèlement à cela, nous devons aussi défendre nos propres propositions positi-

ves et traduire celles-ci en campagnes et actions là où c'est possible. « Le travail parlementaire ne peut jamais être un point de départ ou une fin en soi », a dit Peter Mertens lors du meeting de la gauche européenne qui s'est tenu à Bruxelles en novembre passé. « Mais, au départ du groupe GUE/NGL au Parlement européen, nous pouvons soutenir les mouvements de lutte, leur donner une traduction politique et représenter pour eux une force d'espoir. ». Plus que d'euros ou d'union européenne, nous avons surtout besoin d'union des luttes européennes pour reconstruire un avenir commun de paix et de progrès social, écologique et démocratique dans une Europe juste et solidaire. C'est la première étape de la construction d'une Europe socialiste 2.0. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Extrémismes...

« Les extrêmes gauche et droite sont une même image dans un miroir », Gwendolyn Rutten ; « Le projet d'extrême gauche peut être aussi destructeur qu'un projet d'extrême droite. », Benoît Lutgen ; « Ceux qui parlent avec le PTB ne mesurent pas le danger que représente l'extrême gauche. », Olivier Chastel. Tout est dans la nuance.

La forte progression aux communales du Parti du travail a fait ressurgir dans le milieu médiatico-politique un discours violemment anti-communiste qui trahit une certaine panique. Fini l'aimable « gauche radicale », revoici en force « l'extrême-

gauche » sur toutes les lèvres. Le mot même d'« extrémisme » leur sert d'épouvantail pour afficher comme seule alternative 'non-extrémiste' le système qu'ils gèrent : centre, centre-gauche, centre-droit, centre ni-gauche-ni droite, etc., tous partis réunis pour l'essentiel par leur adhésion fondamentale à l'économie libérale.

Mais, au fait, en quoi est-il particulièrement « extrémiste » d'envisager une société d'où serait exclue l'exploitation de l'homme par l'homme ? Où chaque personne humaine aurait sa place avec les mêmes droits ? Une société où la production serait réalisée non dans le but du profit pour quelques uns, mais pour le développement de l'ensemble de celle-ci ?

Pour nous, ce qui est extrémiste c'est plutôt que l'on puisse crever de froid dans la

rue, aujourd'hui, en Belgique ; c'est plutôt que le nombre de millionnaires ne cesse d'augmenter dans notre pays, en même temps qu'explose le nombre de personnes sans-abris, ou incapables de faire face à leurs besoins élémentaires. Ce qui est extrémiste, c'est qu'on dilapide 15 milliards pour acheter des bombardiers, pour aller participer à la destruction d'autres Lybies, de prochains pays récalcitrants à l'ordre libéral ; c'est le drainage des richesses vers la poignée des plus riches, au niveau local et mondial ; c'est que toutes les cinq secondes, un enfant crève de faim pendant que des milliards sont gaspillés pour faire la guerre.

Pour nous, l'extrémisme c'est plutôt ce modèle économique libéral global qui nous est vendu comme seul horizon. ■

RM

Du nouveau sur le site web du DR !

Nous invitons nos lecteurs et amis à visiter notre site entièrement renouvelé où vous trouverez la totalité des archives du journal, une section commentant des faits d'actualité. Par ailleurs, chacun des articles dispose d'un lien qui vous permet de les commenter directement !

Visitez-nous, faites-nous part de vos avis et, si cela vous dit, faites-nous connaître !

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

www.ledrapeaurouge.be

Le bloc-notes du DR

Vladimir Caller

PACTE DE MARRAKECH : SOUS LES PAVÉS, LE PIÈGE

Pas besoin de partager les avis, et encore moins les intentions, de l'extrême droite xénophobe si bien représentée par la NVA pour se poser de troublantes questions sur ce pacte défini comme « non contraignant » par ses défenseurs. Étonnant pacte non contraignant dont la signature finit par contraindre quand même un premier ministre à démissionner ! Un pacte destiné pourtant à traiter les migrations, les rendre « sûres, ordonnées et régulières »... Plus curieux encore qu'un Pacte international à signer par des États (et à être ratifié par des signatures officielles) ne soit pas, comme n'importe quel traité international, contraignant. On est en droit à se demander, par simple bon sens, à quoi bon de le signer alors.

Ses motivations sont peut-être ailleurs. Il est très édifiant que dans le document final de la conférence de Marrakech (Doc A/Conf.231/3; Assemblée Générale des Nations Unies), aucune mention ne soit faite des guerres comme source des migrations contemporaines; d'ailleurs le mot « guerre » n'existe pas dans le document pourtant long de 41 pages ! On comprend pourquoi puisque ces mêmes Nations Unies cautionnent par leur silence les crimes de l'Occident au Yemen, Syrie, etc.^[1]

Par contre, (point 8 'Nos ambitions') il est dit *nous reconnaissons qu'à l'heure de la mondialisation, les migrations sont facteurs de prospérité*, sans préciser que cette prospérité favorise surtout le patronat gourmand de main d'œuvre pas chère (voir article de R. Marounek, DR-71). Un peu plus loin (p. 10, 'Vision commune') le texte révèle plus clairement sa vraie filiation idéologique mondialiste : « *les migrations font partie intégrante de la mondialisation, (...) faisant de nous tous, des pays d'origine, de transit et de destination* ». C'est l'esquisse du vieux rêve de David Rockefeller et plus récemment d'Emmanuel Macron et de ses mentors Jacques Attali et Alain Minc : « adieux aux nations et aux souverainetés » pour mieux servir un monde géré par les multinationales.

SYRIE : MACRON DÉPASSE TRUMP

Vers la fin du mois de mars, le président Trump avait manifesté publiquement son souhait de se « désengager très vite » de Syrie ; le 15 avril, lors d'un fameux entretien télévisé avec Edwy Plenel sur BFM TV, Emmanuel Macron déclarait : *Il y a 10 jours, le président Trump disait : les États-Unis d'Amérique ont vocation à se désengager de la Syrie, nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester [...], je vous rassure, nous l'avons convaincu qu'il fallait rester dans la durée*. Il ne mentait pas Emmanuel Macron ; d'ailleurs il avait fait plus que ça. En effet, la BBC de Londres affirmait que c'était lui qui avait convaincu le président américain de bombarder, avec le Royaume-Uni et la France, la Syrie sous le prétexte que l'armée de ce pays avait utilisé des armes chimiques. Par ailleurs, on avait noté à cette occasion que Plenel avait soigneusement évité toute question concernant des preuves de cette utilisation.

Finalement, ce 19 décembre, Trump décide de retirer ses troupes de Syrie estimant d'un côté que *l'État islamique a été vaincu, que les États-Unis ont trop dépensé d'argent dans cette affaire et que d'autres peuvent s'occuper de ce qu'y reste comme danger terroriste*. Décision qui a eu la vertu de rendre furieux et le business de l'industrie militaire américaine, les affidés de la haute hiérarchie militaire de ce pays et surtout Israël, le vrai artisan du grand projet de déstabilisation du Moyen-Orient. Ce concert d'intérêts convergents ne pouvait avoir un meilleur porte-parole que le président français qui déclara le 23 décembre : *Je regrette très profondément la décision prise par les États-Unis*, un jour après que Benjamin Netanyahu avait fait part de sa déception par rapport à la décision américaine. Au même moment, grâce à la défaite des forces djihadistes soutenues par les puissances occidentales, la vie en Syrie reprend ses droits. Pour la première fois depuis 7 ans les villes de Daraa, Homs et surtout Alep et Damas ont vu une affluence massive de Syriens fêtant Noël en paix. Bien entendu, on ne vous dira rien à ce sujet dans les grands médias.

¹ Lors d'un entretien, l'ancien Secrétaire Général des NN UU Javier Perez de Cuellar disait à ce chroniqueur : "Boutros Boutros Ghali fut le dernier Secrétaire Générale plus ou moins indépendant des NN UU. Depuis Koffi Annan, ce sont les EE UU qui dictent la politique des NN UU".

KOSOVO : LE BAL DES HYPOCRITES

La récente décision du gouvernement du Kosovo de créer une armée a suscité un concert d'hypocrisies remarquable de la part des gouvernements occidentaux. Les mêmes puissances occidentales qui, moyennant l'intervention de l'OTAN, avaient réussi en 1999 à démanteler la Yougoslavie et à fabriquer de toutes pièces l'état fantoche du Kosovo, font semblant aujourd'hui de regretter cette grossière provocation du gouvernement de Pristina.

Ils avaient déjà fait preuve d'une lâche complicité avec les objectifs de l'Otan lorsqu'après les bombardements, après avoir chassé l'insoumis de Milosevic, il ne leur restait qu'à « finir le boulot », c'est-à-dire à doter le territoire du Kosovo, contrôlé alors par les maffio/terroristes de l'UCK (« armée de libération du Kosovo »), le statut d'État indépendant. Pourtant ils savaient parfaitement bien que cette proposition violait la résolution 1244 de juin 1999 des Nations Unies mettant fin au conflit qui stipulait noir sur blanc que tout arrangement ultérieur devait se faire dans le cadre du respect de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Qu'à cela ne tienne, les mêmes puissances occidentales avec en tête les États-Unis, l'Allemagne et la France, si promptes à donner des leçons sur le respect du droit international, se sont pressées pour reconnaître cet état imposteur, violant ainsi grossièrement la résolution susmentionnée.

Depuis, c'est un secret de Polichinelle que ce pays est devenu le prototype même du chaos et de la corruption dans sa plus extrême acception. Reconnu comme l'axe le plus important des trafics de tout genre (dont prostitution, drogues dures, organes humains dont le président Hashim Thaçi est accusé d'avoir organisé le prélèvement sur des prisonniers serbes à des fins de lucre), avec un taux de chômage proche du 50 %; une corruption si généralisée qu'elle semble avoir contaminé les hauts magistrats européens censés surveiller la gestion de la justice de ce pays (dont trois ont dû démissionner soupçonnés d'avoir été soudoyés par le crime organisé), voilà que ce « pays » se dotera d'une armée flambant neuve, dans une région si explosive que les Balkans. ■

Réapprendre à gagner

Martin Willems, Secrétaire permanent CNE

« Ce n'est pas la fin. Ce n'est même pas le commencement de la fin. Mais, c'est peut-être la fin du commencement. » Winston Churchill, 1942

RYANAIR, trois jours de grève coordonnée entre 6 pays d'Europe ; le mouvement unit les pilotes et le personnel de cabine. Le géant arrogant, qui depuis plus de vingt-cinq ans prospère sur le manque de coordination sociale européenne, sur les aides publiques et la division des travailleurs, commence à accepter d'appliquer les lois locales et les fondements de la concertation sociale. La lutte n'est pas terminée ; le dialogue ne fait que débuter, et déjà RYANAIR essaie d'échapper à ses propres concessions via les sous-traitants (qui sont eux-mêmes des sociétés du groupe). Mais une étape est franchie.

Fin septembre 2018, deux jours de grève totale chez SWISSPORT CARGO (entreprise de chargement des avions cargo) à Zaventem permettent d'obtenir l'engagement de nouveaux effectifs en nombre, un renfort immédiat de matériel de chargement, et le paiement des jours de grève. Cerise sur le gâteau, un syndicat exige et obtient en sus... un jour de congé pour se remettre de la grève. Fin octobre 2018, il faut 7 jours de grève chez AVIA-PARTNER (entreprise de chargement des bagages dans les avions de transport de passagers) et un mouvement de solidarité de travailleurs d'autres entreprises de l'aéroport, mais le résultat est là : nouvelles embauches significatives, remplacement du matériel défectueux...

Après plusieurs jours de grève coordonnée en novembre, puis des actions spontanées du personnel, un accord ambitieux est atteint chez BPOST : là aussi des engagements (1000 !) pour diminuer la charge

de travail des agents en place, revalorisation salariale et augmentation du nombre de jours de congé. Si des emplois se créent, c'est visiblement plus le fait de la lutte sociale que des mesures pro-patronales du gouvernement. Malgré toutes les mesures prises pour diminuer le coût du travail pour les entreprises, leur tendance naturelle reste de pressurer un maximum les travailleurs. Il faut des mouvements sociaux pour qu'enfin on engage. Mais ce qui doit surtout être relevé, c'est que la lutte paie et que l'arrogance patronale s'effrite.

La grande peur patronale est que s'épuise l'armée de réserve et que les salaires repartent à la hausse.

Depuis mai 2018, la FEB le martèle : le problème économique principal est, selon elle, celui des métiers en pénurie. Avec soi-disant «140 000 postes vacants».

Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB : *La pénurie qui frappe le marché du travail freine la croissance économique. Des augmentations salariales incontrôlables pourraient en outre menacer la compétitivité de nos entreprises. Il est dès lors essentiel de pourvoir les nombreux postes vacants : cela donnera aux entreprises la possibilité de se développer et aux demandeurs d'emploi de retrouver du travail. J'attends avec impatience le résultat final du deal pour l'emploi et souhaite avec la FEB y contribuer au maximum pour le faire aboutir.*

Quelles sont les solutions proposées par la FEB ?¹

- **La FEB propose-t-elle d'augmenter les salaires pour rendre ces métiers plus attractifs ?** Non, tout au contraire, la FEB préconise de continuer à empêcher la hausse des salaires. Notamment à l'occasion de l'AIP (accord interprofessionnel) 2019-2020.

Il faut une sortie de la FGTB disant que les travailleurs n'accepteront pas une marge salariale de 0% (dans le mécanisme de la loi sur la compétitivité de 1996, durcie par le gouvernement Michel I, la marge salariale est le carcan qui limite l'augmentation de la masse salariale pour les deux années suivantes) et le mouvement des gilets jaunes, pour que la FEB mette le sujet en veilleuse et que l'idée circule de « donner du mou » à ce carcan trop drastique.



- **La FEB propose-t-elle de sécuriser le revenu des chômeurs pour qu'ils puissent suivre une formation de qualité sans tomber dans une précarité qui les ferait entrer dans le cercle vicieux de la désocialisation ?** Non, bien au contraire, la FEB préconise l'activation des chômeurs, ce qui pour elle passe par la dégressivité accrue des allocations. Le chômeur, anxieux de voir ses allocations fondre rapidement, sera enclin à prendre le premier emploi venu et à ne pas se montrer difficile sur les conditions, notamment de salaire. Faire en sorte que les travailleurs ayant perdu leur emploi acceptent un autre emploi à un salaire moindre, c'est ce que signifie sans doute la phrase « les demandeurs d'emploi doivent eux aussi veiller à leur employabilité, être disposés à s'adapter en permanence et oser regarder au-delà d'un diplôme

¹ <http://www.vbo-feb.be/en/business-issues/labour-market-jobs/marche-du-travail-emploi/leconomie-de-penurie--les-propositions-de-la-feb-sont-pretes/>

souvent obtenu depuis de nombreuses années [et donc périmé ?] ou d'un emploi longtemps exercé. [et donc bien payé] »

- La FEB propose-t-elle de favoriser la fidélité des travailleurs par des mécanismes d'évolution salariale automatique et transparente en fonction de l'expérience professionnelle ? Non, au contraire, la FEB demande de supprimer tout mécanisme d'augmentation des salaires lié à l'ancienneté et d'adapter la politique salariale à la productivité et au mérite. Nous savons ce que cela donne, concrètement, dans les entreprises : on augmente les salaires à la tête du client, et uniquement pour ceux qui crient le plus fort. Un bon travailleur qui ne réclame rien n'a rien (pourquoi payer plus celui qui se contente sagement de ce qu'il a ?), jusqu'à ce qu'il se rende compte de l'injustice et, soit claque la porte, soit perde toute motivation. « Productivité », « mérite », cela sonne bien et donne l'apparence d'un système juste. Pourtant les patrons ont la hantise de la transparence des salaires. Dans certaines entreprises, il est ouvertement dit que communiquer son salaire à un collègue est une faute. Pourquoi ? Pour éviter que les travailleurs ne fassent des comparaisons et ne se rendent compte de l'injustice. Seuls les barèmes et un mécanisme d'évolution basé sur des critères objectifs donne aux travailleurs la confiance qu'ils seront traités équitablement.

- Autre mesure proposée par la FEB : la migration économique. Comprenez « susciter la migration, mais uniquement de travailleurs correspondant au profil désiré par les employeurs ». La « migration choisie », importer de la main-d'œuvre qualifiée et à bas coût. L'ouverture des frontières ne répond ici à aucun objectif humaniste. Au contraire, il s'agit encore et toujours de faire pression sur les salaires en augmentant l'offre de main-d'œuvre.

Derrière la « pénurie » : un rapport de forces qui bascule

Il n'y a pas de vraie pénurie, sauf peut-être dans certains métiers de niche. Rien qui justifierait les mesures « à large spectre », appliquées indistinctement comme le préconise la FEB.

Le fantasme de la FEB aurait été de profiter des derniers feux d'un gouvernement tout acquis à sa cause pour donner

encore quelques coups sur la tête des travailleurs, et ainsi espérer calmer leurs revendications pour quelques mois ou années encore. Mais cet espoir a vécu, dissous dans les manœuvres pré-électorales. La N-VA et le MR savent aussi qu'ils ne pourront pas vendre à un électorat populaire, ni même de classe moyenne, leurs mesures économiques qui n'ont profité qu'aux plus aisés. Pour à nouveau tromper le chaland aux élections de mai 2019 il faut ressortir d'urgence les miroirs aux alouettes : le nationalisme pour les uns, le « libéralisme social » pour les autres. Espérons que tous auront bien compris que ce ne sont que des leurres, des appâts pour les votes ; quatre années de pouvoir ont bien montré que MR, N-VA, Open VLD et CDH savaient très bien, une fois au pouvoir, enlever leurs masques et s'accorder pour piller les travailleurs.

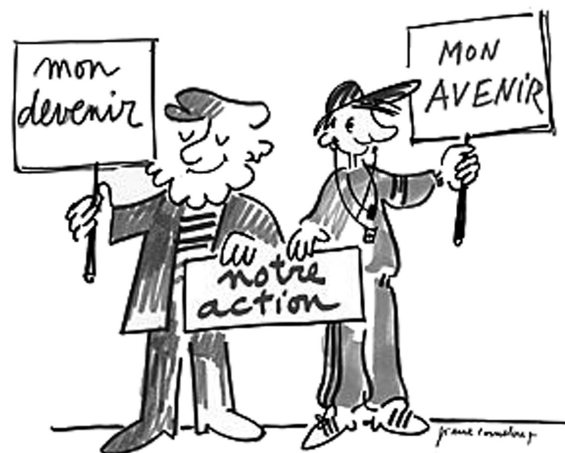
Mais ce que dit surtout la campagne de la FEB, c'est qu'elle craint le retour d'une classe laborieuse plus exigeante. Le « marché » du travail se tend. Les employeurs ont besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et motivée. Il n'y a plus, pour chaque poste de travail, des « centaines de chômeurs qui attendent pour prendre ta place ». Les travailleurs ont entretemps aussi compris combien ils ont été volés depuis trente ans, et que les gouvernants sont complices. Le rapport de forces s'inverse. Le temps est au retour des revendications fermes. La peur changerait-elle de camp ?

Gagner se joue aussi dans la tête ; lorsqu'on a pris l'habitude de battre en retraite, il faut savoir relever la tête, reprendre confiance et aplomb.

Mais que le rapport de forces s'inverse ne suffit pas, il faut aussi savoir l'exploiter. Longtemps, ces dernières décennies, le travail syndical consistait à « reculer le plus lentement possible », soit à tenter de ralentir un détricotage social jugé inéluctable. Le rapport de forces n'y était plus. Et même lorsqu'il y était, on n'y croyait pas vraiment. Beaucoup de syndicalistes ont trop pris l'habitude des concessions non réciproques. On est déjà content quand l'employeur respecte les lois et conventions, alors exiger plus...

Revendiquer avec détermination et gagner est une question de confiance.

Les organisations syndicales, devenues craintives, habituées à se faire humilier, tétanisées par un gouvernement rouleau-compresseur, se font pousser dans le dos, voire dépasser, par des travailleurs aux abois qui vivent tous les jours le « futur » selon Amazon, Ryanair et Uber, mais aussi, de manière moins visible mais beaucoup plus profonde, les effets du dumping social décomplexé :



délocalisation débridée, accélérée par les moyens de télécommunication et une logistique internationalisée, détachement de travailleurs au sein de l'UE pour éluder les cotisations sociales, statuts de travailleurs « alternatifs » comme le statut « indépendant », le flexi-job ou le « volontariat rémunéré ». Les ravages de l'ingénierie sociale, sur laquelle le gouvernement non seulement ferme les yeux, mais qu'il encourage par des lois subversives, sont maintenant palpables. Le mouvement des gilets jaunes est une piqûre de rappel. Le 15 décembre je lisais sur la veste fluorescente d'une manifestante « Jobs, jobs, jobs de merde ». Heureusement les organisations syndicales n'ont pas et ne doivent pas avoir le monopole de la revendication sociale. Il est bon qu'elles se fassent déborder de temps à autre, lorsque les courroies de transmission se grippent.

Les temps sont mûrs, le rapport de forces est plus favorable, les travailleurs veulent reprendre ce qu'on leur a volé. Il y a des victoires. Et la victoire appelle d'autres victoires, parce qu'elle rappelle qu'on peut gagner. Il est temps de le vouloir, à tous les échelons. ■

Gilets jaunes :

Chroniques d'une révolte

Marie France Deprez

Le mouvement des Gilets jaunes a fait pendant plusieurs semaines la une des journaux et impressionne par sa spontanéité et sa persévérance. Apparu en France, c'est une augmentation des taxes sur les carburants qui a mis le feu aux poudres. Poudre qui n'attendait que de s'enflammer tant la colère montait face aux mesures d'austérité imposées à travers les politiques de l'Union Européenne.

Le soutien du peuple français à l'égard des Gilets jaunes a été très large dès le début. Près de huit Français sur dix le soutenaient au départ. Le mouvement a fait tache d'huile, en moindre proportion, en Belgique ainsi que dans d'autres pays européens comme la Grèce par exemple. Des manifestations ont également eu lieu dans les territoires d'Outre-mer, même si l'on en a peu parlé ; par après la contestation n'a pas cessé de s'étendre ainsi que, pour une partie, de se radicaliser jusqu'à plonger l'État français dans une profonde crise. Début décembre, la lutte jaune a enregistré sa première victoire en faisant reculer le gouvernement qui a décidé d'annuler (pour l'année 2019) la hausse de la taxation sur les carburants, de geler les prix du courant et du gaz. Quelques jours plus tard, pris de panique, le président Macron s'est vu obligé de faire des concessions dont l'octroi de 100 euros mensuels aux travailleurs bénéficiant du SMIC (RSI français) et l'abandon des coupes dans les retraites des pensionnés aux revenus modestes.

Qui sont les gilets jaunes ?

Depuis le début des actions, s'il est clair que les gens sont très nombreux sur les blocages et dans les manifestations, il est

par contre difficile de les classer ou de les définir. Il ne s'agit ni d'un mouvement homogène ni d'un mouvement organisé. Leur mobilisation se passe principalement sur internet. Il existe de très nombreux groupes facebook. Certains groupes se sont illustrés par des appels, des listes de revendications qui montrent une volonté de s'élargir et de s'organiser, même s'ils refusent l'organisation représentative telle que nous la connaissons généralement.

Les gilets jaunes de Commercy (commune du nord-est de la France), par exemple, ont décrit leur fonctionnement en assemblées populaires quotidiennes et proposé de les étendre. Par ailleurs, ils se sont refusés à désigner des représentants comme le leur demandait le gouvernement ce qu'ils considèrent comme un moyen de les encadrer. « Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération ».

Un autre appel qui a eu un large retentissement est celui de la zone portuaire de Saint Nazaire qui décrit son objectif comme celui de « redonner rapidement le pouvoir de décision au peuple ». Une des revendications recouvrant une partie de cet objectif, celle de l'inscription dans la constitution du Référendum d'initiative citoyenne (RIC), est d'ailleurs très largement diffusée dans les manifestations, y compris en Belgique. Enfin, 42 revendications ont été publiées qui recouvrent des problématiques telles que le logement (zéro SDF, isolation, limitation des loyers...), la fiscalité (progressivité, taxation des plus riches, fin des taxes sur le carburant mais taxation du kérosène...), emploi (création d'emplois pour les chômeurs...), salaires et pensions (augmentation du SMIC, montant minimum des retraites à 1200 euros, préservation de son caractère solidaire...).

En Belgique aussi, à Liège et à Charleroi, des groupes ont publié des chartes qui outre les demandes récurrentes à propos des salaires, d'une fiscalité juste etc. ajoutent des points sur les questions écologiques (une écologie juste et

sociale) et pour l'unité contre le racisme et le fascisme. Beaucoup de ces revendications correspondent à des revendications que nous entendons aussi dans nos luttes syndicales. Le 14 décembre encore l'accent était mis sur l'âge de la pension et un montant minimum (1500), la lutte pour la hausse des salaires, contre la dégressivité des allocations de chômage etc.

Convergences entre gilets jaunes, rouges, verts... ?

On voit que concernant les revendications, il y a des points de convergence entre celles des gilets et celles des syndicats. Cependant les rencontres sont encore occasionnelles et teintées de craintes : crainte de récupération de la part des gilets jaunes et craintes idéologiques et par rapport au manque d'organisation de la part des syndicats et de certaines associations. Cela dit, si l'on réfléchit à l'un des points cruciaux des luttes syndicales, la défense de la sécurité sociale et des services publics, on voit que les revendications des gilets jaunes par rapport à la fiscalité pourraient évoluer aussi dans ce sens. D'un rejet pur et simple de l'impôt au départ, c'est sa répartition (Impôt sur la fortune, progressivité...) et son utilisation qui sont maintenant au centre des débats. C'est bien là une clef pour comprendre et dénoncer les pratiques du pouvoir. Parce que ce n'est pas en faisant payer les riches que Macron compte financer les miettes qu'il a lâchées mais en réduisant les dépenses publiques et par de nouvelles taxes ; autrement dit, comme toujours, avec l'argent des contribuables.

En Belgique, même si le mouvement est moins puissant, la prise de conscience toujours plus large de la paupérisation de la majorité des travailleurs (avec ou sans emploi) a amené de nombreux Gilets Jaunes à porter des revendications en faveur du pouvoir d'achat et pour plus de justice sociale et fiscale. L'insuffisance des réactions syndicales et le piège de la « concertation » ont certainement conduit à la situation que nous connais-

sons aujourd'hui. Certains considèrent même que ceux qui forment les gilets jaunes aujourd'hui avaient été abandonnés en chemin par les syndicats. Les organisations syndicales et beaucoup d'associatifs ont d'abord marqué de la frilosité par rapport à ces gilets jaunes accusés d'indifférence envers la problématique environnementale et d'être téléguidés par l'extrême droite. D'où l'importance d'être clair vis-à-vis d'un gouvernement qui d'un côté taxe le carburant utilisé par ceux qui souvent ont besoin de leurs voitures pour aller au travail parce que des trains sont supprimés, ou qu'il y a trop peu de transports en commun efficaces, et qui d'autre part ne taxe pas le kérosène des avions, ni les industries qui polluent le plus et ne met pas en pratique les accords de Paris qu'il a signés. Quant à l'extrême-droite, elle a tenté de récupérer cette colère exprimée par les Gilets Jaunes, y voyant un moyen d'élargir son influence. Et si elle y est minoritaire, elle y reste présente.

Ces deux tendances : la non prise en considération du problème climatique et une certaine xénophobie existent chez certains Gilets jaunes et il faut espérer que le mouvement, fort de ses revendications progressistes saura les refouler. Cependant, il faut reconnaître que la communication politique avec le mouvement reste difficile, tant ces personnes ont perdu confiance dans la politique qu'ils confondent souvent avec des politiciens opportunistes. Leur profil politique, plus exactement apolitique, ne naît pas de rien, il vient non seulement d'années de précarisation mais aussi d'années de « misère » politique. La gauche a trop longtemps négligé la lutte culturelle, et abandonné l'éducation populaire aux mains de médias dominants qui s'efforcent d'éteindre la curiosité et le désir de comprendre.

À propos de la violence

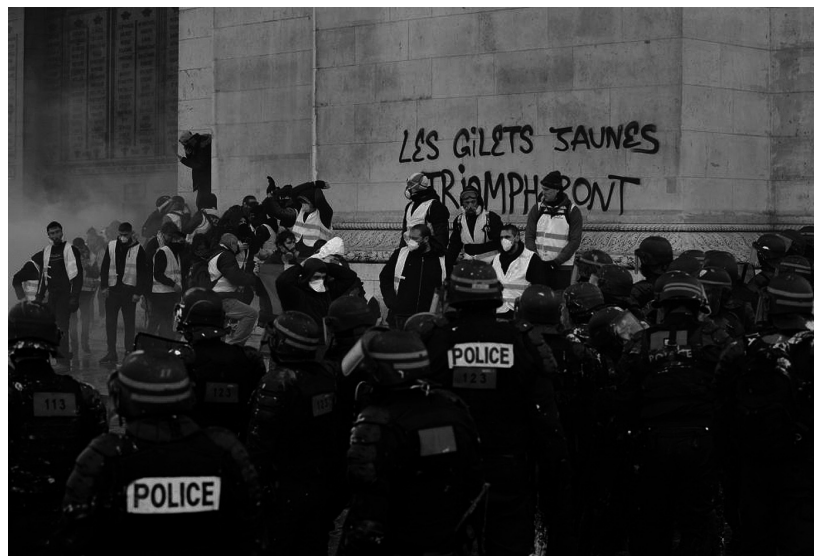
Un autre aspect des luttes des gilets jaunes est la violence démesurée avec laquelle le pouvoir en France comme en Belgique a réprimé les manifestations. Des arrestations massives, des coups de matraques qui pleuvent, des tirs de flash ball à hauteur de tête, une sur-utilisation des gaz lacrymogènes... C'est sans doute la preuve que le pouvoir a pris peur. Il n'a pas hésité à avoir recours à des infiltrations policières pour discréditer le mou-

vement, espérant inquiéter les modérés. Répression et mensonges médiatiques sont devenus ses armes. Facile pour les médias de dire que le mouvement s'es-souffle quand les cars qui montent vers Paris sont arrêtés par la police, que les militants venus en train sont contrôlés à leur descente de wagon et arrêtés ou renvoyés, quand on ferme de multiples stations de métro, quand on montre les violences pour effrayer les « familles ». C'est pourquoi, à la différence des médias dominants et des politiciens bien pensants nous ne mettons pas dans le même sac la violence aveugle

des provocateurs infiltrés et celle légitime des travailleurs révoltés. Nous n'oublions pas que c'est souvent dans les moments de violence que les sociétés ont évolué et ont accouché de nouvelles formes de pouvoir. Il faut aussi insister sur le fait que la violence observée ces derniers jours dans les rues, n'est en rien comparable à celle, sourde, que les travailleurs subissent quotidiennement confrontés à des conditions inhumaines de travail. Ce système provoque un nombre croissant de suicides, de décès par manque de soins, jette à la rue de plus en plus de SDF et répand la misère et la guerre partout dans le monde, sans parler de l'épuisement de la nature par la recherche sans fin d'un profit sans limites.

Il est en tout cas clair que la colère des travailleurs est tout à fait légitime face à une précarité croissante qu'ils subissent et observent au quotidien. Pendant ce temps, les vrais responsables de la crise que nous vivons bénéficient des largesses de l'État et l'écart entre les plus riches et le reste de la population ne cesse de grandir. Faut-il rappeler les 220 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2017 qui ont causé une perte de 60 milliards d'impôts ? Cette fiscalité injuste est le fruit d'une politique du gouvernement fédéral (tous partis confondus) existant depuis des décennies qui favo-

rise le capital, en supprimant des tranches d'impôt progressif, en mettant en place les intérêts notionnels ou en pratiquant plusieurs Déclarations Libératoires Uniques (DLU), tandis que la TVA, a augmenté sur des produits de première nécessité comme l'électricité. De même,



le gouvernement de droite MR/N-VA/CD&V et Open VLD a trompé les travailleurs au moyen du Tax Shift. Grâce à ce mécanisme, il promettait le transfert des cotisations sociales (qui font partie de notre salaire et ne sont nullement des charges) en salaire poche que nous n'avons jamais vu. Ce gouvernement a en plus décidé un saut d'index, pénalisant les couches les plus modestes de la société.

Pour ne pas éteindre la révolte jaune, il est temps de travailler à la convergence urgente des luttes, gilets jaunes, rouges, verts et bleus, tous ensemble avec un plan d'actions radicales pour faire reculer les politiques antipopulaires des gouvernements nationaux et de l'Union européenne. Il est nécessaire que les travailleurs participent activement aux mouvements en cours, aux piquets des Gilets Jaunes, et massivement aux actions syndicales (celle du 14 décembre a été un test) en préparant les conditions pour aller vers une grève générale interprofessionnelle et en portant à chaque fois la revendication claire de la nécessité de sortir du capitalisme. C'est ainsi, et seulement ainsi, que tous ensemble, employés, précaires, chômeurs, ouvriers, femmes, jeunes et immigrés, nous pourrions changer les choses dans une lutte pour le socialisme, condition nécessaire pour libérer la société de la servitude. ■

Le choix des F-35 : le tribut du vassal belge au Pentagone

Martin Willems

Ce 21 décembre, l'ambassadeur américain en Belgique visitait l'entreprise aéronautique SABCA. Enjeu : cette entreprise voudrait être choisie pour entretenir les F-35, modèle récemment choisi par le gouvernement belge pour remplacer les avions de combat F-16 dont est équipée notre force aérienne. Mais si l'entreprise fait sa cour à l'ambassadeur, c'est que rien n'est encore décidé à ce stade en termes de contrat de maintenance. Pourquoi avoir annoncé haut et fort le choix définitif d'un fournisseur (Lockheed Martin), alors que les retombées et partenariats économiques sont encore à définir ? Tout le monde sait qu'on n'a de rapport de force dans une négociation qu'avant de s'être engagé, plus après.

Ce qui peut surprendre aussi, c'est que les États-Unis, représentés par leur ambassadeur, aient leur mot à dire sur le choix de l'entreprise de maintenance. Cela illustre que l'achat de ces avions de combat n'est pas un simple achat de matériel, mais implique un partenariat entre États. Un partenariat dans lequel nous ne pesons pas bien lourd.

Une dépense de « luxe »

Pourquoi la Belgique dépenserait-elle des milliards pour de nouveaux avions de chasse (3,5 milliards prévus pour l'achat des avions mais 15 milliards de prix total sur les 40 ans de durée de vie, avec équipements, armement, maintenance, etc.) ? Il y a évidemment bien d'autres besoins, vitaux et prioritaires : environne-

ment et transition énergétique, justice, santé, enseignement, lutte contre la pauvreté, etc. On doit aussi se demander si cela a du sens militairement de bâtir une force aérienne à l'échelle d'un pays aussi petit, et si ce n'était pas l'occasion de créer, à l'échelle européenne ou de quelques pays voisins, une force aérienne de défense réellement intégrée. Mais imaginons qu'une majorité de la population de notre pays estime qu'il faille renouveler nos avions de combat. OK, mais pourquoi faire ? Sans doute le citoyen pondéré répondra que si la Belgique a besoin d'avions de chasse, ce sera d'abord (voire uniquement) pour assurer sa défense contre une attaque aérienne hostile. Or le F-35 n'est pas du tout un avion convenant à cet usage.

Pas un chien de garde, mais un (américain) pit bull

Les avions de chasse ne sont pas tous équivalents, ils ont leur spécificité. Parmi celles-ci, certains sont des intercepteurs (avions conçus pour intercepter un autre avion hostile), et ont pour qualités la vitesse et la manœuvrabilité. D'autres sont des avions d'attaque au sol, d'autres encore des chasseurs-bombardiers ; ceux-là privilégieront la capacité d'emport de bombes. Le F-35 n'est pas un intercepteur, c'est essentiellement un chasseur-bombardier d'attaque de deuxième vague. Dans un scénario de frappe aérienne, une première vague de chasseurs rapides et agiles auront pour mission de neutraliser les forces aériennes ennemies, et les principaux sites de défense anti-aérienne. Ensuite, une fois le ciel nettoyé des ennemis, on envoie la deuxième vague d'attaque. Celle-ci sera composée d'avions plus lents (ils ne devront plus faire face aux intercepteurs ennemis), éventuellement furtifs (pour échapper aux sites de missiles anti-aériens mobiles qui resteraient), mais surtout capables de transporter de lourdes bombes, pour attaquer les sites ennemis stratégiques : centres de commandement, camps et équipements militaires, installations de fourniture d'énergie, industries stratégiques, etc.

Le F-35 n'est donc pas un avion de défense. L'establishment militaire vante son caractère « furtif » (« stealth » en anglais, soit sa faible visibilité avec les radars actuels), que n'ont pas ses concurrents ; pourquoi un avion de défense (qui reste normalement au-dessus de son propre territoire) devrait-il être furtif ? La furtivité sert à échapper aux stations radar et aux systèmes de défense, donc à ne pas être repéré lorsqu'on survole un territoire ennemi. C'est l'agresseur qui tire avantage à être invisible, pas la sentinelle, dont la visibilité est dissuasive. Ce sont les militaires qui sont en tenue de camouflage, pas les gendarmes. Le F-35 n'est adapté qu'en « deuxième vague ». Ce qui veut dire, pour ceux qui estimerait nécessaire que la Belgique se dote d'une capacité d'attaque, que la Belgique ne pourrait jamais mener une attaque seule, elle devrait toujours être précédée d'avions d'attaque de première vague. Le F-35 est un avion idéal pour ce que nos F-16 ont fait en Syrie : mener des opérations de bombardement ciblées, dans un terrain sans force aérienne hostile, et au sein d'une coalition dont les autres membres sont dotés des appareils capables de sécuriser le terrain.

Le F-35 est un appareil pour aller bombarder en meute. Les militaires rappellent qu'il est connecté « en réseau ». Ce n'est évidemment pas pour faire réseau avec la poignée d'autres appareils belges qui seront en vol, pas non plus avec tous les appareils d'une « coalition ». Ainsi le F-35 est capable de marquer des cibles pour des armements de longue portée tirés depuis des bombardiers lourds. De nouveau, la Belgique ne possédant (heureusement) pas de bombardier lourd, cette qualité n'est utile que dans le cadre d'une attaque en coalition avec une grande puissance « compatible ».

Or si une majorité de citoyens estime peut-être (à vérifier !) que la Belgique doit avoir une force aérienne, cette majorité estimerait-elle aussi que la Belgique a besoin d'une force aérienne non pas pour se défendre, mais pour bombarder d'autres pays ?

Un avion qui réduit notre souveraineté

Le F-35 est l'appareil idéal pour une nation « vassale » (c'est-à-dire une nation qui participe à une action militaire sans la diriger), dans un scénario de guerre de grande ampleur tel que les développe l'OTAN. Un scénario où, sous la direction des États-Unis, ses partenaires l'accompagneraient dans l'agression d'un grand pays comme l'Iran voire la Chine ou la Russie. Ainsi, comme l'explique la lettre d'information spécialisée TTU reprise par le monde diplomatique (Juillet 2017, Mirage au royaume des Saoud), ces matériels sont inutilisables de manière autonome, « tant pour des raisons de maintenance, de paramétrage que d'intégration ». La France, par contre, a « toujours cherché à se démarquer en permettant aux pays clients d'utiliser et de faire évoluer leur matériel selon leurs propres besoins opérationnels, en leur donnant accès aux codes sources et aux bases de menaces, dans le cadre d'une relation de partenariat plutôt que de vassalisation ».

Notre premier ministre a cru clore la discussion sur le choix de l'appareil à acheter en disant que le F-35 est le candidat le moins cher à l'unité. Certes, mais cela nécessite d'être nuancé :

* Le prix d'un avion est une décision purement arbitraire. Les programmes de développement sont devenus si complexes, l'imbrication du public et du privé si étroite, que le prix peut varier selon ce que l'on compte. C'est une question essentiellement politique, dès lors qu'équiper un pays tiers de son armement est d'abord d'intérêt stratégique avant d'être économique. Ainsi le programme de développement du F-35 ayant tellement dérapé (2500 milliards USD), son prix était encore récemment aux alentours de 150 millions USD l'unité. Devenu quasiment invendable, il a été décidé de baisser son prix à ± 90 millions USD. C'est bien parce que les coûts de développement passés et futurs ne sont pas comptés que la Belgique l'aura à 76,3 millions d'euros l'unité.

* Mais le prix c'est bien plus que le prix initial d'achat, c'est le prix à l'usage. Le F-35 est sur ce point très handicapé. Appareil fragile et sophistiqué, il coûte beaucoup en maintenance et en accessoires, et ne pourrait voler que 15 heures par mois (50

heures de maintenance par heure de vol). Le Saab Gripen serait ainsi 3 à 4 fois moins cher que le F-35 par heure de vol. Il faut noter qu'avec ses 34 appareils, l'armée belge n'en aura pas suffisamment pour en avoir constamment au moins un en vol. Dans un scénario de tension et de menace imminente, nous ne pourrions donc même pas avoir une garde « en vol » pour intercepter rapidement un éventuel agresseur.

Depuis 70 ans, la Belgique fait le choix stratégique de s'aligner militairement sur l'OTAN et donc sur les États-Unis. Mais l'élection de M. Trump devrait maintenant nous ouvrir les yeux quant au futur. Les États-Unis ne seront pas éternellement les « grands-frères protecteurs » de notre pays. Pire, nous pourrions très bien un jour avoir des intérêts stratégiques divergents, voire opposés, à ceux des États-Unis. N'oublions pas que le choix de nouveaux avions est fait pour 40 ans. Qui peut prétendre, sans peur du ridicule, que les équilibres géostratégiques ne changeront pas d'ici-là ? En tous cas, une chose est sûre : pendant 40 ans nous serons pieds et poings liés, à la merci des choix stratégiques des États-Unis.

Quel aura été, dans la décision, le poids de la question nucléaire ? Le F-35 est le seul appareil parmi les candidats à être capable d'emporter les bombes nucléaires américaines stockées par la Belgique. Ces bombes sont non seulement illégales, non nécessaires (quel intérêt à ce que la Belgique puisse poster pour les États-Unis quelques bombes, face à l'immense capacité nucléaire de ce pays ?), mais ont en fait pour seul rôle de nous corseter. Car le F-35 était, parmi les candidats, le seul à pouvoir emporter ces bombes, les États-Unis refusant de partager les protocoles avec les constructeurs étrangers.

Notre impôt au suzerain

Acheter des F-35, c'est payer un tribut aux États-Unis. Trump a souvent martelé que les pays de l'OTAN devaient augmenter leurs dépenses militaires à 2% de leur PIB. Est-ce pour diminuer d'autant le budget US ? Évidemment que non. Les États-Unis tiennent à leur supériorité. Il s'agit, en augmentant les budgets militaires des

« alliés », de multiplier les commandes aux entreprises américaines, et nourrir son tentaculaire complexe militaro-industriel. La Belgique aurait évidemment



pu faire un autre choix. Le plus light, le moins coûteux et le moins engageant aurait été d'acheter d'occasion des F-16 grecs, quasi inutilisés. Il ne s'agit pas de la version du F-16 telle que nous l'avons achetée il y a 40 ans, mais d'une version évoluée et récente, à l'avionique (électronique embarquée) de pointe. Le F-16 s'est révélé avec le temps être un bon appareil, fiable et versatile, et plus que suffisant pour une petite nation comme la Belgique.

Parmi les appareils présélectionnés, le choix le moins coûteux à l'heure de vol et le plus neutre géopolitiquement aurait bien sûr été le Saab Gripen suédois. Coïncidence ? Saab a renoncé à faire une offre à la Belgique, parce que la demande belge implique « une politique étrangère et un mandat politique suédois qui n'existent pas aujourd'hui ». Rappelons que la Suède est un pays militairement neutre, apte à se défendre mais qui refuse d'agresser. Cette position confirme entièrement que le choix d'un avion est d'abord le choix d'une politique étrangère. Choisir le F-35, par contre, c'est choisir un appareil totalement inapproprié à nos besoins réels, un appareil exagérément cher, peu fiable et fragile, qui nous lie inextricablement à la politique des États-Unis. Le seul intérêt d'un tel achat est de démontrer une totale allégeance au « suzerain ». ■

Chronique des luttes

Marie-France Deprez

Le 14 décembre, une journée d'action, à poursuivre...

Après la démission des ministres N-VA du gouvernement, la journée d'action du 14 décembre 2018, prévue de longue date, prenait un sens plus fort encore face à ce gouvernement minoritaire et qui se refusait à demander la confiance. Devenue depuis sa seule alternative, le souhait de chacun était sa démission. Depuis 4 ans qu'il mettait à mal nos droits et nos avancées sociales, depuis 4 ans que nous réclamions le départ de ce gouvernement de régression sociale, dans toutes nos actions, nous pensions que les mois à venir avant les élections étaient devenus – et seront- cruciaux.

Dans tout le pays, les actions prévues ont été menées avec détermination. Les principales revendications portaient sur une augmentation du pouvoir d'achat, le respect des travailleurs à travers la reconnaissance des difficultés liées à tous les types de travaux, l'annulation de la pension à 67 ans etc.

Les grèves ont été bien suivies dans la région liégeoise et à Charleroi, dans les administrations communales, les CPAS, les TEC. Ailleurs ce furent des actions de blocage d'entreprises et de zonings industriels, des opérations « escargot », des rassemblements dont, entre autres, – devant le siège du MR à Namur, de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) à Bruxelles. Devant les façades « redécorées », les grands médias, outrés, ont crié au scandale !

Certaines de ces actions ont été faites en front commun et ont parfois été rejointes par des gilets jaunes. Plusieurs de nos militants se sont retrouvés sur ces piquets, barrages et dans les rassemblements. Pour vous donner une idée de la bonne disposition des travailleurs à se mobiliser, le rassemblement devant la

FEB à Bruxelles a compté jusqu'à 1500 participants alors que seulement 300 avaient été prévus !

Cette journée de mobilisation des travailleurs après la manifestation du dimanche



Frans Masereel,
Die Passion eines Menschen, 1918, xylographie

2 décembre pour la justice climatique et alors que la Belgique est secouée par les actions des gilets jaunes montrent bien que la population en a assez de servir à générer du profit pour rendre les riches plus riches, tout en subissant de plus en plus les conséquences des politiques d'austérité dictées par l'Union européenne. À nous de rester prêts pour de nouvelles mobilisations !

La COP 24 de Katowice : Bien en deçà du défi climatique !

Les COP (Conférence des Nations unies sur le changement climatique) ont lieu tous les ans mais certaines sont plus importantes que d'autres, la COP 21 s'était terminée par la signature de l'accord de Paris par 197 pays. Trois ans plus tard, la COP 24 (qui s'est tenue en Pologne au début du mois de décembre) devait voir comment mettre en pratique les engage-

ments pris à Paris. Cependant, quelques semaines avant cette conférence, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avait tiré la sonnette d'alarme, montrant la grande différence des conséquences qui suivraient un réchauffement de 1,5°C (limite idéale indiquée dans l'accord de Paris) ou de 2°C (objectif minimal) et surtout sur l'urgence des mesures à prendre. Le rapport indique qu'il faudrait réduire les émissions de CO₂ de 50% (par rapport à 2010) d'ici 2030 si l'on veut vraiment faire face aux menaces du réchauffement.

Malheureusement, la COP 24, entraînée en cela par les États-Unis (qui se sont pourtant retirés de l'accord de Paris) n'a pas tenu compte de cette mise en garde du GIEC et ses conclusions sont loin d'être à la hauteur du problème. Il n'y a pas eu de prise de position claire des pays participants à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de façon drastique. Si l'on se base sur les engagements actuels, le réchauffement pourrait atteindre 3°C, entraînant de multiples catastrophes. C'est ce trop faible engagement que critiquent plusieurs ONG (Greenpeace, WWF...).

On peut encore souligner le triste rôle joué par la Belgique. Alors qu'avant la clôture de la conférence, une trentaine de pays (dont les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Allemagne, mais aussi la Chine) ont proposé une déclaration dite « plus ambitieuse » proposant d'accélérer le rythme de la lutte contre le réchauffement climatique, la Belgique s'est déclarée dans l'incapacité de la signer, en l'absence de l'accord du gouvernement flamand. Voilà qui montre le peu de respect de la ministre Marghem pour les 75 000 personnes qui avaient marché dans les rues de Bruxelles le 2 décembre.

Comportement irresponsable d'un Ministre qui a préféré suivre les intérêts du système dominant que ceux des populations et de leur avenir. Restons en alerte : de nombreuses mobilisations restent prévues pour 2019 ; changeons le système, pas le climat...! ■

L'écologie est-elle soluble dans le capitalisme ?

Roland Marounek

La très nette poussée du parti Ecolo aux dernières élections et dans les sondages a provoqué une assez amusante 'course à l'échalote' (bio) : c'est à qui, au centre, à 'gauche' PS ou tout à fait à droite, se montrera soudain le plus préoccupé par les questions environnementales et par la lutte contre le réchauffement climatique. Y a-t-il une chance pour que l'économie libérale de marché, qui est l'horizon indépassable pour tous ces partis, devienne 'verte' ?

Le moteur fondamental de notre économie est le profit ; le miracle pourrait donc s'opérer en intégrant le capital à « produire vert », à faire en sorte qu'il soit rentable d'intégrer des préoccupations écologiques dans le produit à vendre. C'est tout le sens du « 6^e pôle de compétitivité dédié aux nouvelles technologies environnementales » lancé en 2010 par le gouvernement wallon, fièrement porté par un Jean-Michel Javaux, devenu depuis administrateur à Lampiris, puis à Meusinvest.

Des entreprises vont recevoir des incitants, des cadeaux fiscaux, pour apposer un label vert sur leur production. Une enquête a montré ce qu'il y avait vraiment derrière le slogan de Lampiris « qui fournit de l'électricité 100 % verte »¹ : l'écologie est plus un argument de vente qu'autre chose. Comme la pub indécente de Total « Chez Total, la préservation de l'environnement est un impératif », alors même que le groupe est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre au niveau mondial, pour le profit de ses actionnaires².

¹ <https://trends.levif.be/economie/entreprises/electricite-verte-une-arnaque/article-normal-200391.html>
² <http://www.amisdelaterre.org/-Total-.html>

La seule loi qui compte réellement au delà de tous les beaux discours, c'est le gain immédiat. Si une mesure environnementale entraîne une perte de compétitivité par rapport au concurrent, la *loi du marché* balayera inexorablement les préoccupations écologiques. Imaginer le contraire, imaginer un capitalisme vertueux est aussi raisonnable que de vouloir moraliser les crocodiles. Ce n'est pas une question de rapacité, mais une simple question de mécanique, aussi imparable que la loi de la gravité.

On a l'exemple célèbre des transports publics de San Francisco rachetés au début du siècle par l'industrie pétrolière et automobile dans l'unique but de les démanteler. On nous pousse aujourd'hui à changer nos voitures pour de chers modèles électriques bien propres (sans trop s'attarder sur la pollution qui sera générée par la production de leurs composants) ; mais il est inenvisageable d'arrêter la pub pour les voitures individuelles, ou de faire en sorte que l'on puisse s'en passer : les transports en commun se raréfient, les petites gares sont fermées, les voyages en train deviennent un luxe hors de prix. Centres de travail et centres commerciaux sont placés hors des villes, dans des zonings impossibles à atteindre sans auto.

Notre modèle de production ne peut survivre qu'en vendant toujours plus, et cela signifie consommer toujours plus, et donc jeter pour pouvoir acheter à nouveau. L'exemple des Smartphones est typique. Ou encore celui de l'obsolescence programmée. Dans une société où la production n'aurait pas pour objet le profit de quelques uns, cela n'aurait à l'évidence aucun sens : La cause principale de la destruction de la planète est ce système économique même.

Quand le vert prend des tonalités kaki...

Notre modèle de production globale a comme corolaire immédiat l'exploitation anarchique des ressources de la planète, et la destruction de la nature pour le profit des multinationales. Monsanto a, par

exemple, imposé son coton OGM aux paysans africains, par l'intermédiaire de gouvernements corrompus, détruisant à long terme leurs terres, au nom du libre-échange. Les tribunaux d'arbitrage, un point central des traités de libre-échange (comme dans le CETA, auquel notre pays risque bien de se plier finalement !), servent aussi à soutenir ces procédures. Il y a quelques mois, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a rendu une décision favorable à Chevron, sommant l'Équateur d'annuler la sentence rendue par ses tribunaux contre le géant pétrolier américain, responsable d'un désastre environnemental dans la région amazonienne du pays. Et il y a tant d'exemples de ce type.

Ce modèle insensé de production au profit d'une infime partie de l'humanité entraîne nécessairement le pillage des ressources de la planète, et donc la mainmise des multinationales sur des pays tiers. Tout régime s'opposant à ce pillage se retrouve rapidement dans le camp des ennemis de l'Occident (« la Communauté Internationale ») et mis en accusation au nom de la Liberté, de la Démocratie, des Droits de l'homme...

Être aveugle à propos de ce mécanisme condamne à avaler la propagande humanitaire dont on enrobe les guerres impérialistes, menées in fine pour assurer la mainmise sur les matières premières ou leurs routes de transfert. Cela explique pourquoi les Verts, dans toute l'Europe, sont de si constants soutiens de ces agressions humanitaires, de la Yougoslavie (on se souvient de Joschka Fisher), à la Syrie. En 2011, Wouter De Vriendt, chef de groupe Ecolo-Groen à la Chambre, plaquait avec ardeur en faveur de l'intervention de l'Otan contre la Libye : « Lorsque des droits humains sont bafoués à très grande échelle, la communauté internationale dont nous faisons partie ne peut rester sur la touche. Nous devons intervenir lorsque cela s'avère nécessaire pour éviter une escalade des souffrances endurées par la population civile. »

C'est combien, le bilan carbone d'un bombardement avec les F-35 ? ■

1918-1919 : Il y a cent ans, la révolution allemande

Marc Denonville et Georges Bergezan

Alors que la Première Guerre mondiale s'achève et que la défaite de l'Allemagne se précise, des mutineries éclatent dans les ports de la Baltique, bientôt suivies d'insurrections ouvrières à travers l'Allemagne. C'est le début de la « révolution allemande », d'où émergent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si janvier 1919 voit l'écrasement de l'insurrection communiste, ces événements auront précipité la chute de l'Empire allemand et permis de dévoiler la vraie nature de la social-démocratie.

Un petit retour au XIX^e siècle est nécessaire pour saisir l'origine de la Révolution allemande. Après sa victoire sur la France de Napoléon III, le roi de Prusse Guillaume se proclame empereur du *Deutsches Kaiserreich* en 1871 à Versailles. Sous la houlette du chancelier Bismarck, les principautés et duchés allemands cèdent une partie de leurs prérogatives à un État de plus en plus centralisé, mais leurs souverains siègent au Conseil de l'Union (*Bundesrat*), qui possède un droit de veto sur le parlement (*Reichstag*), élu par le peuple mais disposant de peu de pouvoir. Karl Marx qualifie ce Reich bismarckien comme « l'avènement d'un despotisme militaire, habillé de forme parlementaire, mélange de propriétés féodales et d'influence bourgeoise à charpente bureaucratique et policière ». L'État et l'appareil militaire y sont dans les mains d'aristocrates, riches propriétaires terriens sur lesquels les ouvriers agricoles ne sont certes plus des serfs, mais doivent rester au service des « maîtres » et se soumettre à des règles féodales.

Le Parti socialiste des travailleurs (*Sozialistische Arbeiterpartei*, SAP) est fondé en

1875 et prendra le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD) en 1890. Mais dès 1878, Bismarck fait voter une loi qui interdit les associations socialistes, sociale-démocrates ou communistes. Après le limogeage du puissant chancelier par le nouvel empereur, Guillaume II, le SPD se développe et gagne de l'influence dans la classe ouvrière. Mais il est traversé par un débat entre l'opportunité d'une voie marxiste révolutionnaire ou d'une approche réformiste. Sous l'influence d'Eduard Bernstein, la direction du parti opte pour le réformisme. Cela n'empêche pas le SPD de devenir le premier parti d'Allemagne en recueillant 34% des voix aux élections de 1912.

Une guerre « courte, fraîche et joyeuse »

Le 28 juillet 1914, prenant prétexte de l'assassinat du couple héritier du trône austro-hongrois en Bosnie, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Par le jeu des alliances et des intérêts contradictoires des puissances impérialistes de l'époque, l'Europe se trouve divisée en deux camps. Allié de l'Autriche, le *Reich* déclare, le 1^{er} août, la guerre à la Russie, alliée de la Serbie, et Guillaume II promet que la guerre sera « courte, fraîche et joyeuse ».

Malgré l'opposition de 750.000 personnes descendues dans la rue pour manifester contre la guerre, le SPD se prononce pour un soutien à la politique belliciste en votant les crédits nécessaires en décembre 1914 et mars 1915. Il se justifie auprès des masses en défendant le caractère défensif d'une guerre destinée à protéger les acquis du mouvement ouvrier contre la barbarie tsariste. En réalité, le SPD voit dans la guerre l'opportunité de consolider son intégration, déjà bien avancée, dans l'establishment allemand des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie industrielle. Quel-

ques jours plus tard, le SPD confirme sa trahison en se ralliant à la « paix du château » (*Burgfrieden*), l'équivalent de l'« union sacrée » en France, une politique qui muselle le mouvement ouvrier et suspend les grèves et les élections. La direction sociale-démocrate rompt ainsi avec sa base, directement concernée par la guerre et ses privations.



Karl Liebknecht s'adressant aux travailleurs le 6 décembre 1918

La *Burgfrieden* tiendra jusqu'en 1916, quand la baisse des salaires et les restrictions alimentaires entraînent de premiers conflits sociaux. L'opinion publique prend conscience de l'absurdité de la guerre et de ses conséquences atroces. L'opposition de la classe ouvrière et le rejet de la politique du SPD suscite, en 1917, la fondation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, USPD), une scission du SPD dont l'aile gauche, la Ligue spartakiste, est dirigée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg qui défendent la grève générale pour mettre fin à la guerre. En 1917, alors que les bénéfices des entreprises de l'armement explosent, la ration hebdomadaire d'un ouvrier est d'1,8 kg de pain. En avril, une nouvelle réduction de cette ration entraîne la grève de 300.000 métallurgistes à Berlin, bientôt relayée dans d'autres villes. Pour la première fois, le caractère alimentaire est dépassé, les grévistes, dont de nombreuses femmes, exigeant aussi la paix immédiate et la constitution de conseils ouvriers.

Devant le mécontentement social, le Reichstag adopte, en juillet, une résolution sur une paix de compromis prônant la restitution des territoires conquis, dont la Belgique. Si l'empereur et l'état-major n'en tiennent aucun compte, cette « résolution de paix » est discutée par les soldats, notamment dans la marine. La politisation des marins se précise par l'adhésion de 8.000 d'entre eux à l'USPD et par diverses mutineries. Les tribunaux militaires y répondent par une dizaine de condamnations à mort et la distribution de centaines d'années de prison. Ces condamnations accentuent l'agitation dans la flotte de guerre alors que survient la Révolution bolchévique, dont un des premiers actes est une proposition de paix à une Allemagne soucieuse de retirer ses troupes du front oriental alors que les États-Unis sont finalement entrés en guerre. Si le traité de Brest-Litovsk impose à une Russie affaiblie l'amputation d'un territoire de 400.000 km², la Révolution d'Octobre fait naître un immense espoir parmi les travailleurs allemands. Dans un tract intitulé « l'heure de la décision », les spartakistes appellent les ouvriers à se mobiliser pour exiger la fin de la guerre et réclament l'instauration d'une république socialiste.

Grèves, mutineries et insurrection

Dès le début de 1918, les grèves pour la paix se multiplient dans tout le pays. L'état de siège est prononcé et l'armée réagit avec brutalité. Des milliers d'ouvriers sont envoyés au front alors que les grandes entreprises de Berlin sont placées sous administration militaire. En encourageant l'arrêt des grèves, les sociaux-démocrates prouvent qu'ils restent les alliés du gouvernement impérial, ce qui augmente l'amertume et la colère des travailleurs. Alors que des pourparlers avec la France et la Grande-Bretagne sont en cours, l'amirauté du Reich ordonne, le 29 octobre 1918, à la flotte d'appareiller du port de Kiel, sur la mer Baltique, et d'attaquer la flotte britannique. Les marins de trois navires refusent cet ordre insensé provenant d'un état-major qui ne songe qu'à « sauver l'honneur » alors que la guerre est bel et bien perdue. Si 800 mutins sont rapidement arrêtés, le mouvement gagne le reste de la flotte, puis les ouvriers des chantiers

navals de Kiel. Le 3 novembre, une colonne de marins et d'ouvriers, drapeau rouge en tête, se dirige vers la prison pour demander la libération de leurs camarades. L'armée ouvre le feu et tue 8 matelots. Mais la répression ne brise nullement le mouvement. Le lendemain, Kiel est sous le contrôle des insurgés. L'infan-



Journal annonçant la mort de Liebknecht et Rosa Luxemburg

terie fraternise avec les matelots et les ouvriers de l'arsenal se mettent en grève. Répondant à l'exemple des soviets, des conseils d'ouvriers et de soldats sont élus.

Dans les jours qui suivent, l'exemple de Kiel se répand dans toutes les grandes villes. Le 8 novembre, le conseil ouvrier de Munich charge Kurt Eisner, un dirigeant de l'USPD, de former le gouvernement d'une « république des conseils de Bavière ». Le lendemain, le chancelier Max de Bade annonce l'abdication de l'empereur. Alors que la république est proclamée au Reichstag, il transmet son mandat de chancelier au chef du SPD, Friedrich Ebert, qui fonde un gouvernement de six « commissaires du peuple » (3 SPD et 3 USPD). Toujours le 9 novembre à Berlin, Karl Liebknecht fait hisser le drapeau rouge au château impérial et proclame la république socialiste libre d'Allemagne, sous les acclamations de la foule. C'est également ce jour que sort la première édition de *Die Rote Fahne* (« Le drapeau rouge »), fondé par Liebknecht et Luxemburg. Tandis que l'armistice du 11 novembre impose une paix particulièrement humiliante à l'Allemagne, le gouvernement social-démocrate décide d'en finir avec les 10.000 conseils ouvriers qui ont essaimé à travers le pays. Le 6 décembre, 14 ouvriers sont abattus par la troupe à Berlin alors qu'ils protestaient contre une tentative de renverser les conseils.

Un « chien sanguinaire » social-démocrate

Le refus du gouvernement Ebert de payer leur solde aux 3.000 marins de la Baltique accourus à Berlin pour renforcer les conseils ouvriers entraîne la prise en otage du ministre compétent par les marins. Avec l'accord tacite du gouvernement social-démocrate, la troupe tire au canon sur les insurgés, dont 60 sont tués. Face à la résistance des marins appuyés par une foule d'ouvriers, l'armée se retire. Devant l'inertie de l'USPD, siégeant au gouvernement, les spartakistes décident de convoquer le 29 décembre une conférence qui fonde le Parti Communiste d'Allemagne (*Deutsche Kommunistische Partei*, DKP) et adopte un programme présenté par Rosa Luxemburg. Les sociaux-démocrates, avec à leur tête le ministre Gustav Noske, qui se targue d'être un « chien sanguinaire », décident d'écraser l'insurrection en utilisant les « corps francs », des milices dirigées par de hauts officiers et composées de mercenaires et de soldats démobilisés aigris par la défaite qu'ils attribuent aux juifs, aux communistes et aux grévistes.

Le 11 janvier 1919, Noske investit Berlin à la tête des corps francs qui se livrent à un massacre des insurgés. Le 15 janvier, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont arrêtés et assassinés sur son ordre. Dans d'autres villes allemandes, la « semaine sanglante » de Berlin entraîne une vague de grèves qui seront à leur tour écrasées dans le sang. Privée de ses chefs et sous une répression qui fera des morts par milliers, la révolution entre dans une longue agonie dont les derniers soubresauts cesseront en 1923. Des années plus tard, la social-démocratie payera le prix de sa trahison en subissant la répression du régime nazi établi par les classes militaires et bourgeoises auxquelles elle s'était ralliée pour écraser la révolution.

Les acquis de cette révolution avortée sont cependant importants : abolition, au moins provisoire, du Reich ; instauration d'une république, certes non socialiste ; création du DKP ; suffrage universel avec droit de vote accordé aux femmes, un an après l'URSS, mais 30 ans avant la Belgique ; et sans doute la Grande Guerre écourtée de quelques jours. ■

Le PCB à la 20^e Rencontre des Partis Communistes et Ouvriers

La 20^e Rencontre internationale annuelle des Partis Communistes et Ouvriers s'est déroulée du 23 au 25 novembre à Athènes, à l'invitation du Parti communiste de Grèce, le KKE, qui fêtait son centenaire. Pour cette édition, le thème des discussions était « La classe ouvrière contemporaine et ses alliances. La tâche de son avant-garde politique – les Partis Communistes et Ouvriers – dans la lutte contre l'exploitation et les guerres impérialistes, pour les droits des travailleurs et des peuples, pour la paix, pour le socialisme ». Nonante-et-un partis provenant de septante-trois pays étaient présents à cette rencontre, notamment les Partis communistes de Cuba, du Portugal et de la Fédération de Russie, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus importants.

Le Bureau politique du PCB y a également envoyé une délégation. Julien Hannotte, un des membres, a lu une déclaration en grande partie consacrée à la situation sociale en Belgique qui, « à l'instar des autres pays européens, est catastrophique ». Il a dénoncé le « gouvernement le plus réactionnaire depuis 1945 » et ses « agressions contre les droits des travailleurs dont le gel des salaires, la baisse des pensions, tout étant toujours plus généreux sur le plan fiscal avec les multinationales », une politique qui « s'inscrit dans les politiques impérialistes nationales coordonnées par la Commission Européenne » et face auxquelles « la social-démocratie capitule en exerçant une influence négative démobilisant les syndicats et les travailleurs ». Parmi ces mesures rétrogrades, « l'imposition d'une personnalité juridique menace l'existence des syndicats, et l'introduction d'un 'service minimum' remet fondamentalement en cause le droit de grève ». Il a averti que « nous allons à une confrontation ouverte car la bourgeoisie tente de criminaliser les mouvements sociaux », et dénoncé le piège des « combats judiciaires dans lesquels veut nous entraîner la bourgeoisie » dans le cadre d'une justice de classe.

Le camarade Hannotte a ensuite rappelé que « 16% de la population vit actuellement sous le seuil de pauvreté et autant vit juste au-dessus de ce seuil (état de déprivation) », tandis que « le nombre de millionnaires en dollars est passé de 60 000 à près de 120 000 en dix ans, 220 milliards d'euros ont été placés à l'étranger en 2017, la vente de produits de luxe ne s'est jamais aussi bien portée et les entreprises cotées en bourse paient de moins en moins d'impôts ». Il a réaffirmé la volonté du PCB « de mettre fin aux dividendes qui privent les travailleurs du fruit de leur travail », d'abolir le capitalisme et de créer une société socialiste. Malgré une « certaine inertie de leur part sur le terrain des luttes », il a estimé « nécessaire d'entretenir des relations avec les syndicats même réformistes », mais surtout avec la FGTB qui « reconnaît la lutte de classe dans ses statuts », car « les syndicats sont indispensables pour organiser les masses, orienter positivement les luttes et combattre le gauchisme ».

Abordant les mutations en cours au PCB, son délégué a considéré que « l'affaiblissement du mouvement ouvrier en Belgique est lié à la faiblesse du Parti Communiste qui n'arrive plus à peser et qui est due à plus de 40 ans d'une dérive réformiste. Notre priorité est de le reconstruire, de recruter, pour le renforcer ». Depuis le Congrès du 30 juin dernier,

« nous avons pris des orientations pour travailler à l'unité de tous les travailleurs en Belgique en reprenant notre nom historique de Parti Communiste de Belgique, en maintenant notre symbole de l'unité de tous les travailleurs, la faucille et le marteau, et en quittant le Parti de la Gauche Européenne, abandonnant la vision de l'Europe des régions ». Un texte politique devrait être « adopté par la 2^e session du Congrès au printemps prochain » afin de « revenir aux fondamentaux du communisme. Parmi les priorités, un groupe d'étude sera constitué pour consolider la formation idéologique de nos affiliés ».

Enfin, le représentant du PCB a défendu « une autre vision de la paix, indissociable du socialisme. Cela passe par la sortie de l'OTAN et le refus d'une Europe de la Défense qui exportera guerre et misère ». Il a exprimé le soutien actif du PCB à « toutes les actions contre l'achat de nouveau matériel de guerre et pour le démantèlement de la base américaine de Kleine Brogel qui entrepose un arsenal nucléaire » en Belgique, et l'intention de relancer « le mouvement pour la paix (qui) s'est essoufflé ces dernières années ». ■



LE 12 JANVIER 2019

14h gare du nord Bruxelles

MANIFESTATION
POUR LA JUSTICE MIGRATOIRE

Disparitions

Nous avons le regret de vous faire part de la disparition des camarades **Zoé Blusztejn** et **Maurice Magis**, deux camarades au parcours différent mais tous deux porteurs d'une longue et fidèle militance au Parti. La camarade Blusztejn avait échappé aux persécutions contre les Juifs dans sa Pologne natale et avait aussi été victime des ordonnances antisémites de l'administration belge des années 40. Après avoir assumé des responsabilités importantes au sein du Parti et de ses organisations proches Zoé persévéra dans les batailles féministes et en défense des laissés pour compte. De son côté, Maurice, héritier d'une famille de tradition communiste, su pendant très longtemps faire usage de ses talents de journaliste (il fut, entre autre, rédacteur en chef du *Drapeau Rouge*, des journaux *Libertés* et *Avancées*) pour faire part au grand public de ses analyses, notamment dans le domaine de la politique internationale et animer, au sein du Parti, des débats sur des thèmes d'actualité. Le Drapeau Rouge souhaite rendre hommage à la mémoire de ces deux camarades.

¹ Vous pouvez trouver l'intégralité de la déclaration du PCB sur le site www.particomuniste.be

Un nouvel an dans l'Amérique latine militante

À l'occasion de cette nouvelle année, nous avons voulu vous présenter nos meilleurs vœux pour 2019 en vous offrant un poème où militance et tendresse... réveillent ensemble !

De son exil mexicain où la dictature militaire du moment l'avait obligé à fuir et où il côtoyait la "faune" de la gauche latino-américaine dont notamment l'argentin Ernesto Guevara, les frères Castro (Raul et Fidel), le jeune poète péruvien Juan Gonzalo Rose ⁽¹⁾, écrivait ce poème une nuit de réveillon des années 50, se souvenant de ses camarades qui croupissaient dans les prisons de la dictature ou de ceux, libres, occupés à préparer l'insurrection:

NOUVEL AN

*Nouvel an dans le sang des assassinés.
Nouvel an dans les salles de tortures et
dans l'œil du prisonnier où un temps
sans soleil fait son nid.*

*Nouvel an à la table du tyran et
sur le portemanteau vide de l'exilé.
Nouvel an chez la mère et son fils
séparés seulement par quelques verrous.*

*Ils n'ont pas de nouvel an les peuples
comme le mien*

*Le paysage est peut-être nouveau,
mais c'est toujours la même absence.
Le mouchoir est peut-être nouveau,
mais c'est la même larme.
Le linceul a peut-être changé
mais c'est toujours la même mort*

*Bonne année, douleur,
rage du peuple,
haine du juste,
colère du saint.*

*Bonne année fusil : Apprends-moi
à chanter les ans nouveaux.*

Mexique, DF, 1953

(traduction libre de V. Caller relue par
Marie France Deprez)

(1) Juan Gonzalo, que ce chroniqueur a eu l'honneur de connaître, fréquentait souvent le Che Guevara, marié alors à Hilda Gadea (une péruvienne aussi exilée), et était lié d'amitié avec Raul Castro. C'est lui qui eut l'idée de présenter le Che à Raoul... et le reste a suivi.

Au Brésil, les médecins cubains obligés de rentrer chez eux

Depuis 1963, c'est-à-dire 4 ans après l'arrivée de Fidel au pouvoir, la coopération médicale de Cuba au service des pays du tiers monde a eu lieu de manière totalement bénévole.. L'excellence des professionnels cubains s'est alors manifestée avec environ 30 000 médecins dans plus de 60 pays du Sud, essentiellement en Afrique et en Amérique Latine.

Puis, après la disparition de l'URSS en 1992, la crise gravissime qui s'est abattue sur Cuba a obligé celle-ci à modifier les termes de son aide unilatérale pour certains pays capables d'assurer une modeste rémunération. Ce fut le cas du Brésil où plus de 20 000 médecins cubains sont venus apporter leurs compétences dans plus de 36000 municipalités du pays (dont plus de 700 n'avaient jamais connu un médecin dans leur histoire !) et ont soigné gratuitement plus de 112000 patients. Or il se fait que le fasciste Bolsonaro, nouveau président du pays, qui s'est toujours opposé à la présence des médecins cubains prétend maintenant changer les termes de l'accord que Cuba avait passé avec le gou-

vernement de Lula. Bolsonaro trouve intolérable que la coopération cubaine profite aussi à l'état cubain qui récupère une partie importante de la rémunération des médecins pour continuer à offrir à sa population le meilleur service médical de tout le continent, la formation entièrement gratuite des nouveaux médecins dans les nombreuses facultés de l'île, sans oublier la coopération médicale gratuite offerte aux pays pauvres. Bolsonaro a encouragé les médecins à faire défection, leur a proposé de rester au Brésil où ils pourraient demander l'asile politique et priver ainsi Cuba des médecins qu'il a envoyé. Ses espoirs ont été déçus car malgré cette offre allé-

chante seuls 836 (sur 8471) ont décidé de rester.

Marc Tondeur

Ainsi, la population pauvre du Brésil est désormais privée du savoir faire des médecins du pays de Fidel dont la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des Nations Unies disait lors de sa visite dans l'île en 2014 " Nous souhaitons ardemment que tous les habitants de la planète puissent avoir accès à des services médicaux de qualité, comme à Cuba ». ■



L'adieu, ému, d'une patiente brésilienne à son médecin cubain

Manuel stratégique de l'Afrique de Saïd Bouamama *

Georges Berghezan

Avec son Manuel stratégique de l'Afrique, Saïd Bouamama nous propose une autre lecture de l'histoire contemporaine de ce continent, une vision qui démonte nombre de préjugés qui déforment la compréhension des nombreux conflits qui s'y sont déroulés depuis les indépendances ou qui se poursuivent aujourd'hui.

En dressant un panorama géostratégique de trois des grandes régions africaines, Bouamama analyse les nombreuses et meurtrières guerres de ces dernières décennies, d'abord motivées par l'appât constitué par les ressources naturelles des pays qui en ont été victimes et par les ingérences extérieures qu'elles ont suscitées.

Les longs conflits d'Angola ou du Mozambique, avant ou après leur tardive indépendance, ont bien eu comme moteur le diamant, le pétrole ou le gaz que recèlent ces pays. Le soutien accordé par l'Afrique du Sud, la Rhodésie, le Zaïre et les États-Unis à certains groupes armés avait aussi pour but de « contenir le communisme » et de perpétuer le système d'apartheid. Dans l'actuelle République démocratique du Congo, le chaos et le pillage du cobalt, de l'or ou du coltan sont entretenus par des « États-mercenaires » aux ordres de sociétés multinationales.

La situation est plus complexe dans la Corne de l'Afrique, où les régimes qui se sont succédé ont brillé par leur propension à changer d'allié au gré des coups d'État ou de leurs intérêts du moment. En outre, une puissance régionale, l'Éthiopie, actuellement alliée aux États-Unis après avoir été un pion de l'URSS, se comporterait en puissance « impérialiste » vis-à-vis de ses voisins et serait coresponsable des décennies de guerre qu'ont connues l'Érythrée, la Somalie et le Soudan.

En Afrique centrale, la mainmise de la France s'exprime par l'imposition du franc CFA, maintenant contrôlé depuis

Francfort-sur-le-Main, plusieurs bases militaires et d'innombrables interventions armées, en général pour soutenir un dictateur-ami ou en déboulonner un autre qui aurait désobéi. En outre, Paris veut marquer son territoire face aux ambitions des États-Unis et, de plus en plus, de la Chine, tout en gardant à sa disposition au moins une partie du pétrole et de l'uranium gabonais, tchadien et centrafricain.

Pour masquer leurs desseins et expliquer le chaos où sont plongés un trop grand nombre d'États africains, les grandes puissances invoquent fréquemment une grille « culturaliste » qui ferait des tensions ethniques et religieuses la principale cause des conflits qui agitent le continent. Si Bouamama admet que certains conflits ont acquis une dimension culturelle, il considère qu'il s'agit d'une conséquence de la rivalité des puissances néocoloniales dans la course aux richesses naturelles africaines ou autres avantages géostratégiques. Par ailleurs, s'il reproche, avec raison, aux colons d'avoir nié l'histoire des peuples qu'ils asservissaient, lui-même semble « zapper » l'histoire précoloniale, n'y faisant pratiquement jamais allusion.

Par exemple, les décennies de guerre qu'a connues le Soudan et qui ont abouti à la sécession négociée du Soudan du Sud ont bien été alimentées par la rivalité entre la Chine et les États-Unis pour le pétrole soudanais (et une éclatante victoire chinoise que Bouamama omet de souligner). Cependant, la profonde animosité entre Soudanais du Nord – où domine une élite arabe – et Soudanais du Sud – animistes dans leur grande majorité, et non chrétiens comme affirmé dans l'ouvrage – trouve ses racines bien avant la colonisation, le Nord ayant considéré pendant des siècles le Sud comme une réserve d'or, d'ivoire et d'esclaves. De même, l'affirmation de l'auteur selon laquelle le déclen-

chement de la « deuxième guerre » du Soudan (1983-2002) n'aurait « aucun lien avec l'imposition de la Shari'a » décrétée simultanément par le Nord semble quelque peu légère. Certes, la suppression de l'autonomie du Sud et le redécoupage des frontières internes pour qu'une plus grande part des réserves pétrolières qui venaient d'être découvertes passent au Nord sont des facteurs qui ont pesé, mais l'imposition de la Shari'a aux Sudistes a provoqué parmi eux un vent immédiat de révolte et de mobilisation¹.

Outre un certain manque de nuances, on peut parfois reprocher à ce *manuel stratégique* une absence de lien avec l'évolution récente. Ainsi, si l'auteur

relate avec beaucoup d'empathie la lutte du peuple érythréen pour son indépendance arrachée à l'Éthiopie et décrit son gouvernement comme un bastion anti-impérialiste, il n'a manifestement pas pu prévoir la spectaculaire réconciliation éthio-érythréenne de juillet 2018, préparée depuis au moins 2015 par la diplomatie de Washington et de pétromonarchies du Golfe. En contrepartie de la fin de son isolement international et d'une assistance sans doute généreuse, l'Érythrée a offert à la *coalition arabe* qui met à feu et à sang le Yémen, non seulement l'accès à son port d'Assab, mais aussi une base militaire pour qu'elle puisse plus facilement bombarder ce pays-martyr.

Avoir une vue globale des problèmes qui minent le développement de l'Afrique est une excellente chose. Cependant, la complexité de ces problèmes, la pluralité et l'inextricabilité de leurs causes et conséquences, et la diversité des situations rendent extrêmement périlleux l'exercice de les expliquer au moyen d'un nombre trop limité de facteurs. ■

* Ed. Investig'Action, 2018. Le tome II, consacré à l'Afrique de l'Ouest et au Maghreb, vient de paraître.
1. L'auteur de cet article était présent au Soudan de juin à octobre 1983.



« PAS PLEURER »

Marc Pierret

Dans ce roman, l'auteure entrelace la voix exaltée d'une femme et celle de plus en plus révoltée de Georges Bernanos à propos de la "Guerre d'Espagne". Au soir d'une longue vie, Montse, mère de la narratrice, n'a plus de mémoire mais se remémore pourtant ce bel été 1936. Elle venait d'échapper à une existence servile. Elle était allée solliciter une affectation de bonne auprès des Burgos, de riches propriétaires qui régnaient sur leur immense hacienda. Jaime Burgos l'avait toisée : « Elle a l'air bien modeste ! » et l'avait engagée.

« L'air bien modeste ! » C'en était trop! Jamais elle n'accepterait ce rôle de bonniche docile. Jamais de la vie! Même s'il fallait renoncer à être logée, nourrie, blanchie et payée des clopinettes. En réalité, Montse n'avait jamais été bonne chez les Burgos. La guerre civile avait éclaté le lendemain. Paradoxalement, cet événement était tombé à point nommé, lui épargnant cet asservissement. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, elle allait mettre ses loisirs à profit.

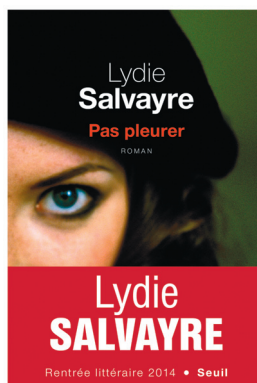
Quand son frère José revient de Lérima où depuis ses 14 ans, il travaille comme journalier à la cueillette des amandes en mai, des noisettes en septembre et des olives l'hiver, elle constate que cette année, il s'est enrichi de lectures et de fréquentations. Proudhon, Bakounine l'ont ouvert à un monde nouveau où les terres seront collectivisées, la propriété abolie, l'argent supprimé, les richesses réparties équitablement... À sa sœur, il évoque un monde où personne ne sera jamais ni le servant ni la propriété de quelqu'un d'autre. Montse boit ses paroles, conforte sa position en se garantissant de mots nouveaux qui anéantissent « elle a l'air bien modeste » : révolution, liberté, fraternité, communauté...

Ici s'ouvre la plus belle période de sa vie. L'adolescente découvre le bonheur de s'installer dans un café ou au cinéma. Elle vit des moments euphoriques et le formidable rêve qu'ils suscitent. Une brève liaison avec André Malraux la rend mère d'une petite fille, Lunita. En contrepoint à l'exaltation de la jeune fille, s'écrit le récit de Georges Bernanos. Au moment où la guerre éclate, l'écrivain quitte la France pour s'installer à Majorque où les conditions financières lui sont plus favorables. Catholique fervent, monarchiste convaincu, pendant les premiers mois qui suivent son arrivée sur l'île, il rallie la droite nationaliste. Il révisé sa position lorsqu'il constate la brutalité des forces nationalistes et leurs exactions. La complicité de l'Église espagnole le révolte. Le clergé n'hésite pas à accorder son absolution aux criminels franquistes au nom de la lutte contre l'athéisme et le bolchevisme. L'archevêque de Palma bénit les avions fascistes prêts à décoller pour semer la mort parmi des innocents. Bien vite, rompant avec son ancienne famille politique, en particulier l'Action française, il embrasse la République et rédige *Les Grands Cimetières sous la lune* un violent pamphlet antifranquiste qui aura un grand retentissement lors de sa publication, en 1938.

Pendant ce temps, la jeune adolescente, acquise à l'engagement de son frère José, amoureuse du père de sa fille qui a rejoint les Républicains, doit se résoudre à épouser Diego, fils adoptif de la famille Burgos qui est devenu un communiste convaincu, partisan d'une gauche organisée sur le modèle soviétique. Comme stalinien, il est devenu l'ennemi juré

de José, son anarchiste de beau-frère. Montse déçue par la défaite de la république, fuit la dictature pour s'exiler en France. Le 24 avril 1939, le pape Pie XII nouvellement élu se fend de cette déclaration à propos de la victoire des franquistes : « C'est avec une joie immense que nous nous tournons vers vous, très chers fils de la très catholique Espagne, pour vous exprimer nos félicitations personnelles en raison du don de la paix et de la victoire dont Dieu a couronné l'héroïsme de votre foi et de votre charité »

Le titre du livre de Lydie Salvayre *Pas pleurer* fait référence à son dernier souvenir : l'injonction que Montse adresse à sa fille Lunita âgée de 2 ans, sur la longue route de l'exil, en proie au froid et à la faim, sous les bombardements fascistes et dans le dénuement le plus total, elle répète inlassablement : « Pas pleurer ! ». Montse est maintenant une très vieille dame qui a gardé intacts les souvenirs des deux années de vie de la République espagnole même si la maladie d'Alzheimer a en revanche gommé tout le reste de sa mémoire. L'auteure enrichit son texte en transcrivant le langage de sa mère : un français mâtiné d'hispanismes. Une évocation de la guerre d'Espagne à lire sans tarder à l'heure où la dépouille de Franco devrait quitter cette enclave fasciste dénommée « Vallée des morts ». ■



Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Aurora, 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles
Gand : De

Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Cercle Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Raoul Hedebouw
Renforcer les luttes avec les Gilets Jaunes • pp. 2-4

ACTUALITÉS

Bloc-notes du DR
 Vladimir Caller • pp. 5

SOCIAL

Réapprends à gagner
 Martin Willems • pp. 6-7

ACTUALITÉS

Gilets Jaunes : chronique d'une révolte
 Marie-France Deprez • pp. 8-9

Le choix des F-35
 Martin Willems • pp. 10-11

Chronique des luttes
 Marie-France Deprez • pp. 12-13

DÉBATS

L'écologie est-elle soluble dans le capitalisme ?
 Roland Marounek • p. 13

HISTOIRE

*1918-1919
 Il y a cent ans, la Révolution allemande*
 Marc Denonville & Georges Berghezan • p. 14-15

VIE DU PARTI

Le PCB à la 20^e Rencontre des Partis Communistes et Ouvriers • p. 16

NOUVEL AN

*Un poème de Juan Gonzalo
 Les médecins cubains chassés du Brésil*
 Marc Tondeur • p. 17

LECTURES

« Manuel stratégique de l'Afrique »
 de Saïd Bouamama
 Georges Berghezan • p. 18

« Pas pleurer » de Lydie Salvayre
 Marc Pierret • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussemont
 Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.